

5^c. Journal du Lot 5^c.

ORGANE REPUBLICAIN DU DEPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne.

CAHORS ville.....	3 mois	6 mois	1 an
L'OT et Départements limitrophes.....	»	»	8 fr.
Autres départements.....	3 fr.	5 fr.	9 fr.
	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUÉSANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne).....	25 cent.
RÉCLAMES.....	50 —

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

VOIR LES DÉPÊCHES AU VERSO

LA GUERRE

LA SITUATION

La crise allemande. Le parti militariste triomphe. L'heure des désillusions viendra ! — La question de l'Alsace-Lorraine. — L'agitation en Espagne. — Les bandits détruisent la cathédrale de St-Quentin et accusent les Français de tirer sur l'église !

La crise politique allemande est terminée par le triomphe complet du parti militariste ; du moins, la fin du premier acte marque l'échec total des aspirations démocratiques en Prusse.

Il n'est pas douteux que le mécontentement du peuple, qui se traduit par celui du Reichstag, avait... et à tousjours des causes profondes : les désillusions s'accroissent pour les Germains.

La guerre sous-marine n'a pas donné les résultats attendus et surtout promis ; — le concours américain aux Alliés que Berlin supposait fort éloigné est, déjà, une chose réelle ; — la Russie qu'on croyait incapable de triompher des divisions intérieures, entretenues par les espions Boches, témoigne d'une vitalité dont les troupes Austro-Allemandes ont de cuisantes preuves ; — les républiques sud-américaines se rapprochent davantage des défenseurs de la Civilisation ; — les Neutres d'Europe sont mis dans l'impossibilité de continuer à ravitailler l'empire allemand ; — les événements chinois tournent à la confusion des agitateurs de Guillaume... tous les plans des Germains s'effondrent, et la campagne d'hiver, qu'il est prudent de prévoir, se lève sur un horizon profondément sombre pour nos ennemis.

C'est alors qu'un député du centre, Erzberger osa parler pour exposer la réalité d'une situation angoissante et proposer d'abandonner tout projet de conquêtes, tout espoir d'indemnité afin de faciliter des pourparlers pacifistes.

Le leader catholique créa aussitôt, au Reichstag, une majorité contre la politique confuse du Chancelier.

Dans un pays démocratique le Président du Conseil aurait aussitôt cédé la place à un autre, puisqu'il n'avait plus la confiance du Parlement ; mais en Allemagne, le Chancelier n'est responsable de ses actes que devant l'empereur.

Une fois de plus, M. Bethmann-Hollweg s'efforça, par quelques concessions apparentes, de regagner la confiance du Reichstag. Aucune promesse ne pouvait lui coûter. N'est-il pas l'homme des « chiffons de papier » ?

Il accepta donc le principe d'une « paix de concession » et promit la réforme du suffrage électoral.

Il semblait que la crise fût résolue par ces gages, assez problématiques, offerts aux élus de la nation. On avait compté sans le parti militariste qui ne veut à aucun prix de la démocratisation du pays.

ra derrière le nouveau Chancelier qui sauvera tous les espoirs des hobereaux et des pangermanistes farouches.

Et puis... si le Reichstag ne s'incline pas, on en sera quitte pour l'ajourner à une date lointaine qui laissera au nouveau gouvernement toute liberté d'action.

Le semblant d'indépendance du Parlement aboutit donc à la constitution d'un ministère complètement dévoué à la caste militaire.

C'est un résultat ! Reste à savoir comment M. Michaelis triomphera des difficultés que son arrivée au pouvoir n'a pas supprimées.

Le rideau tombe donc sur le triomphe du parti qui a longuement préparé l'odieuse guerre. Mais il serait excessif de croire que la crise est terminée. Le premier acte seulement est joué.

En août 1914, les Prussiens avaient des raisons légitimes de croire à un succès rapide et complet. En juillet 1917, ils ne peuvent ignorer le danger que court le pays du fait de la coalition formidable qui s'est dressée contre les empires de proie.

Les Alliés peuvent attendre avec confiance la suite des événements, l'heure des cruelles désillusions viendra à coup sûr, pour le vieux maréchal qui s'illusionne vraiment sur la puissance de ses armées, parce qu'il refuse de voir le fléchissement de ses légions toujours plus clairsemées et l'accroissement constant des armées alliées.

Laissons au temps le soin de convaincre ce vieillard orgueilleux dont l'entêtement augmentera les malheurs des Germains !...

Au sujet de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, M. Charles Andler a prononcé, à la distribution des prix du Lycée Lakanal, un magnifique discours inspiré du plus pur patriotisme. Il a évoqué, en termes éloquentes les droits imprescriptibles de la France. On lira avec intérêt quelques passages de ce discours :

« La protestation des députés d'Alsace-Lorraine a été faite, en 1871, par des lèvres désespérées. Ceux qui l'écoulaient ne purent s'empêcher de pleurer. Mais ce n'est pas de deuil qu'il s'agit, c'est de droit. Le grand orateur, dont le corps sanglant git au seuil de cette guerre, l'avait écrit avec justesse en 1890 :

« La France ne peut renoncer à l'Alsace-Lorraine. Quand même son cœur diminué oublierait les enfants perdus, quand elle serait tentée de désertir sa propre cause, elle ne pourrait pas désertir la cause du droit national. »

Ce droit, qui est le droit même des nations, est l'âme intérieure de la France. L'outrage profond infligé à la nation française en 1871, ce n'était pas seulement cette brèche qui démantelait sa défense, c'était dans cette méconnaissance du principe profond dont la France vivait. Avoir été la France et avoir été obligé de demander à une Assemblée nationale de sanctionner les arrêts de la force par un simulacre dérisoire de libre ratification, voilà où a consisté la vraie défaite de 1870. Une puissance d'ancien régime imposait à un peuple, qui se disait libre, la contrainte du droit ancien dans les formes mêmes du droit révolutionnaire ; voilà sur quelle éffroyable et humiliante fiction nous vivions. C'est à cette humiliation avant tout que la guerre présente, allumée par d'autres violations du droit, doit mettre fin à tout jamais.

L'erreur allemande la plus grave de toutes est d'imaginer que la paix future se signera sans que soit résolue la question de Pologne, de Serbie, de Belgique, de Bohême ou de l'Italie irrédentiste. Mais s'il faut que la paix soit vraie, la paix conforme au droit universel, la paix française, il faut qu'elle ne prolonge pas jusque dans la victoire et l'Europe future un effet quelconque des traités anciens arrachés par la force.

C'est pourquoi, M. Andler estime qu'il faut répudier toute idée de plébiscite dans les deux provinces. Cette question a été, du reste, réglée par une déclaration catégorique du gouvernement.

En terminant, M. Andler a fourni

un renseignement très intéressant :

Il ne nous est pas permis de faire connaître, a-t-il dit, le nombre de jeunes Alsaciens-Lorrains accourus sous les drapeaux français depuis 1914, parfois à travers d'effroyables périls. Mais nous avons le droit de dire avec orgueil qu'avec le contingent fourni par les Alsaciens-Lorrains, domiciliés en France, ils forment plusieurs corps d'armée. C'est là le don que l'Alsace-Lorraine a pu faire à la France maternelle aux jours d'épreuve.

L'agitation continue en Espagne ; pourtant, M. Dato affirme que l'ordre ne sera pas troublé.

M. De Romanonès, l'ancien président du Conseil, a déclaré à un de nos confrères, que le mouvement est créé par les Allemands qui voudraient faire naître des difficultés entre l'Espagne et l'Entente.

Les Germains, dit-il, ont constaté que les sympathies de la majorité des Espagnols vont à l'Entente. Ils ont donc voulu troubler cette union qui dessert leurs intérêts.

On connaît les méthodes de l'Allemagne : « elle s'assura chez nous, poursuit l'ancien Président du Conseil, une presse qui fit beaucoup de mal. Elle comptait paralyser notre labeur matériel qui, fatalement, ne profitait qu'à l'Entente et, en même temps, troubler l'unité nationale de l'Espagne. Elle travailla tous les milieux, souffla partout une haleine pleine de fièvre et parvint à faire pétiller de nouveau des brasiers à peu près éteints. »

Il en est résulté une crise intérieure qui est exploitée par les réves séparatistes des catalans, mais tout se bornera, sans doute, à des manifestations sans gravité et finalement, il faut l'espérer, à un mouvement contre les Barbares !..

Un simple fait qui démontre, une fois de plus l'immonde canaillerie des Boches.

Les communiqués allemands insistent, depuis longtemps, sur la destruction navrante des monuments de St-Quentin par l'artillerie des Alliés. La cathédrale, notamment serait presque complètement détruite par nos obus. L'état-major allemand aurait même dû « vider ces édifices » pour sauver les vitraux et les documents précieux.

« Or, dit une note officielle, notre artillerie ne tire ni sur la ville, ni à plus forte raison sur la célèbre église. Certains faubourgs seuls, où l'ennemi abrite de nombreux canons, subissent notre feu. Les ordres sont, à cet égard, formels. Tous les jours, cependant, nos observateurs signalent des incendies et des explosions dans Saint-Quentin et nous savons que la ville a été pillée et saccagée. Voilà qui explique la prétendue compassion et les assertions de l'ennemi : il voudrait mettre au compte de l'armée française les destructions et pillages qu'il accomplit systématiquement. »

Les bandits n'ont même pas le courage de leurs crimes.

Mais tout cela se paiera un jour !

A. C.

Sur le front occidental

L'envoyé du « Morning Post » écrit, à propos du succès remporté par les troupes françaises sur le plateau de Moronvilliers :

« Depuis quelque temps il était aisé de conjecturer que l'ennemi, après les échecs répétés de ses attaques au Chemin des Dames, allait étendre son offensive plus à l'est et chercher un succès local au plateau de Moronvilliers, entre le mont Cornillet et la vallée de la Suippe ; il avait massé une artillerie formidable sur ce front de 8 kilomètres tenu par trois de ses divisions. »

« Le 12 juillet, l'artillerie française commençait sa préparation sur toute la ligne allemande. Elle dura 48 heures ; l'attaque fut déclanchée le matin du 14 juillet ; les objectifs fixés furent atteints en un temps compris entre 3 et 6 minutes ; l'ennemi était aveuglé. Une heure après, une première

contre-attaque était repoussée ; de lourdes pertes avaient été infligées à l'ennemi. Il en fut de même pour toutes les attaques que les Allemands tentèrent par la suite. »

Quatre navires allemands capturés

(Officiel). — Quelques bâtiments légers, en patrouille, hier, devant la mer du Nord, ont aperçu devant eux un certain nombre de navires allemands. On hissa le signal d'arrêter et d'abandonner les navires et quelques coups de canon furent tirés par dessus l'avant de ces navires pour appuyer l'ordre. Cet ordre ne fut pas exécuté et tous les navires ennemis s'efforcèrent de gagner la côte hollandaise. Deux y réussirent après avoir été gravement endommagés par le tir de nos canons. Les quatre autres furent arrêtés et capturés par nos destroyers qui mirent à leur bord les équipages de prise et les emmenèrent sous leur surveillance. Les équipages de deux des navires quittèrent le bord et ceux des deux autres ont été ramenés prisonniers au port.

Les quatre navires sont maintenant en Angleterre. Leurs noms sont *Britsig*, *Marie Horn*, *Heinz*, *Blumberg*.

Sur le front Italien

Pendant la journée d'hier, des groupes ennemis, qui tentaient de s'approcher de nos positions de Buchenstein, du mont Piana, du Passa di Monte, de la Croce di Comelio (Cadore) et de Cigine, au sud-ouest de Tolmino, ont été repoussés ; nous avons fait quelques prisonniers.

L'artillerie ennemie a bombardé principalement nos lignes dans la région de Zugna, sur le Pasubio, sur le Vofège et à l'est de Gorizia. Elle a été contre-battue par la nôtre, qui a exécuté, en outre, une concentration de feu sur la gare de Nabresina, y provoquant un incendie.

L'activité aérienne a été considérable sur tout le front ; deux avions ennemis, abattus par nos aviateurs sont tombés, un à l'est du mont Sandale, et l'autre à Lom, sud de Tolmino. Un des nôtres a été obligé d'atterrir dans nos lignes.

Signé : CADORNA.

Nouveau raid sur Essen

Les aviateurs alliés ont exécuté un nouveau raid sur Essen dans la nuit de samedi à dimanche ; des explosions furent entendues dans la direction de la ville.

Le Cabinet anglais remanié

Sir J. Geddes, qui a organisé les chemins de fer sur le front britannique en France, et est actuellement contrôleur de la marine, est nommé premier lord de l'amirauté, en remplacement de sir Edward Carson, qui entre dans le Comité de la guerre sans portefeuille.

M. Winston Churchill devient ministre des munitions, en remplacement de M. Addison qui, sans portefeuille, prend la charge de la préparation de la réorganisation nationale, en vue de l'après-guerre.

M. Montagu remplace M. Chamberlain au secrétariat des Indes.

La Conférence interalliée

n'est pas encore arrêtée

En réponse à une question du député Dillon, M. Balfour a dit, aujourd'hui, à la Chambre des Communes, qu'on n'a point encore fixé la date pour la conférence interalliée qui se réunirait à Paris pour reviser les buts de guerre des alliés.

Un convoi de 2.000 automobiles

américaines

Un convoi d'environ 2.000 automobiles américaines a traversé, hier, Versailles, se rendant au parc de concentration qui lui a été attribué.

La plupart des voitures étaient ornées de fleurs.

Sur tout le parcours, particulièrement à Trappes, à Saint-Cyr et à Versailles, la population a acclamé les soldats américains qui les conduisaient.

La lutte contre les sous-marins

M. Frank J. Spagane, ancien président de l'Institut des ingénieurs électriciens, membre de la Commission des inventions de la marine, a présenté à M. Daniels, secrétaire d'Etat de la marine, le plan d'une méthode permettant de combattre les sous-marins par des effluves électriques en les mettant dans l'impossibilité de rester immergés.

Le Brésil saisit les navires boches

Les journaux annoncent que le procureur du Trésor a adressé une

sommatation aux compagnies de navigation allemandes pour le paiement de seize mille contos d'impôt de séjour, correspondant à la durée de l'internement des navires. En cas de non paiement dans les vingt-quatre heures, le procureur opérera la saisie.

CHRONIQUE LOCALE

Prince de la cambriole

On sait que les propriétaires des châteaux d'Avricourt et du Frétois (entre Ham et Noyon), ont déposé une plainte contre le prince Eitel, second fils du Kaiser, sous l'inculpation de cambriolage.

Un juge d'instruction vient d'être saisi de cette plainte et l'affaire suivra son cours. Des témoins seront entendus qui affirmeront que des équipes de soudards empièrèrent, dans des charrettes, sur l'ordre de l'impérial cambrioleur, le mobilier, les pendules, les tableaux de grande valeur qui ornaient les appartements de ces châteaux.

Tous ces objets sont aujourd'hui dans la maison du fils de Guillaume et ce n'est pas sans une grande fierté que le misérable les contemple quand il revient chez lui, car il doit dire que ces objets volés sont des trophées de guerre, recueillis sur les champs de bataille français.

Avec la délicatesse d'un kulture de marque, il sait faire les honneurs de sa maison, aux visiteurs de son espèce qui ne peuvent que féliciter le cambrioleur pour le choix qu'il fit parmi les meubles et les objets volés.

Aux compliments flatteurs, il peut répondre que tous ces meubles et objets lui ont coûté bien des soucis pour l'emballage et pour l'expédition franco de port en Bohème. Quant aux frais d'achat, il n'a pas besoin d'en parler.

Mais les propriétaires volés ne laisseront pas l'Eitel impérial jouir impunément du produit de ses cambriolages.

Un jugement en bonne et due forme interviendra, rendu par un tribunal français, et il est certain que l'impérial cambrioleur sera « salé ».

Sans doute, quand Wolff lui apprendra la condamnation infamante qui sera prononcée, Eitel le verra sourire et dira : « Qu'ils viennent me chercher », et ses flatteurs souriront comme lui et répéteront : « Qu'ils viennent vous chercher ! »

Mais les affaires ne marchant pas au souhait des Boches, il pourrait se trouver un courtisan, au franc parler, qui hochant la tête, murmurerait dans la matinee et mis à la disposition du parquet.

Et ce courtisan au franc parler aura dit la vérité au goujat impérial qui, un jour prochain, connaîtra, comme un vulgaire détraqueur, les géoles du pays de France.

Il y a tout lieu d'espérer qu'il ne profitera pas de la prescription et qu'en tous lieux, à toute époque, il sera toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt. Mais surtout, il est permis de croire qu'il ne trouvera nulle part, en pays alliés, des protecteurs influents qui tenteront de lui éviter de purger sa peine.

Certes, les bochophiles, financiers véreux, courtiers marrons, défaits notaires ne manqueraient pas d'employer en sa faveur toutes les ruses, les finasseries procédurières ; encore une occasion pour eux de toucher de l'argent. Mais la Justice aura le dernier mot : Eitel, prince de la maison des Hohenzollern et de la cambriole, condamné de délit de droit commun expiera ses tristes exploits.

Votes de nos Députés

Sur la prise en considération de l'amendement de M. Auriol, à l'article 2 du projet relatif à l'impôt sur le revenu, amendement demandant le rétablissement de la déclaration contrôlée, nos députés ont voté : Contre.

La Chambre a repoussé par 371 voix contre 95.

Légion d'honneur

Parmi les nouveaux promus au grade d'officier de la Légion d'honneur, nous sommes heureux de relever le nom de notre distingué compatriote, M. Paul Dufour, ancien élève du lycée Gambetta, originaire du Montat.

La citation qui accompagne cette

